

Jean MOUCHON, dir., *Les mutations de l'espace public*

Fontenay-aux-Roses, Éd. Esprit du livre, 2005, 283 p.

Guillaume Le Saulnier

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7991>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7991

ISSN : 2259-8901

**Éditeur**

Presses universitaires de Lorraine

**Édition imprimée**

Date de publication : 30 juin 2006

ISBN : 978-2-86480-869-5

ISSN : 1633-5961

**Référence électronique**

Guillaume Le Saulnier, « Jean MOUCHON, dir., *Les mutations de l'espace public* », *Questions de communication* [En ligne], 9 | 2006, mis en ligne le 30 juin 2006, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7991> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7991>

---

Tous droits réservés

**Jean MOUCHON, dir., *Les mutations de l'espace public*.**

Fontenay-aux-Roses, Éd. Esprit du livre, 2005, 283 p.

L'ouvrage dirigé par Jean Mouchon, chercheur reconnu pour ses travaux sur la communication politique, rassemble des recherches sur les mutations de l'espace public dans le cadre du Centre de recherches sur l'information spécialisée et la médiation des savoirs (CRIS) et du séminaire doctoral de l'université Paris 10-Nanterre. Prenant acte des transformations en cours dans le sillage de la modernité, l'ouvrage collectif vise à repérer méthodiquement les mutations de l'espace public pour en dégager les effets et les enjeux du point de vue de la régulation démocratique. Les textes réunis offrent ainsi une réflexion sur les rapports entre démocratie et technique, régulation politique et techniques de l'information et de la communication (TIC), à travers la problématique du changement. Refusant le déterminisme technique ou les thèses déplorant le dévoiement politique par les médias, ces recherches font un repérage empirique des déplacements et des changements au sein de l'espace public, en soumettant le travail d'analyse à la prise en compte de contextes politiques, institutionnels ou historiques particuliers.

On découpera les textes selon deux grands chantiers d'étude. Dans un premier ensemble, on peut regrouper les travaux sur les mutations de l'espace public en lien avec les évolutions politiques, dans des aires géographiques et culturelles différentes. Mayila Paroomal observe, dans une perspective historique, la situation de la presse écrite au cours des transformations

politiques de l'Île Maurice. Devenue libre sous la période coloniale anglaise, la presse écrite a un rôle de contre-pouvoir, d'expression politique et de construction des identités ethniques, dans une société de classes fondée sur des différences ethniques. Après l'indépendance de 1968, la presse écrite consolide son rôle de contre-pouvoir. Marquée par une tension entre la volonté de construire une unité nationale et les enjeux ethniques, la période post-coloniale voit émerger une presse dite « nationale », aux côtés des journaux ethniques.

Dans des contextes différents, deux contributions rendent compte des transformations de l'expression politique à la télévision, à travers une analyse socio-sémiotique des émissions de débat politique. Pour la Bulgarie post-communiste, Irina Vassileva-Hamedani montre que la transition démocratique transforme le secteur des médias, mais aussi la médiatisation de la vie politique. Le langage télévisuel délaisse l'ancienne imagerie socialiste discréditée, au profit d'une imagerie nouvelle qui accompagne l'essor de la culture populaire à la télévision. Dans le cadre d'une crise de la représentation politique et médiatique, la télévision devient la tribune de la publicité et du spectacle politiques. Dans la seconde étude de cas, Patrick Amey et Gaetan Clavien comparent trois émissions de débat politique à la Télévision suisse romande (TSR), en soulignant les enjeux communicationnels du dispositif télévisuel. Les innovations instaurées dans l'organisation de la situation de communication favorisent une interaction orientée vers le débat conflictuel, au détriment de la recherche de consensus. Ce changement, qui remet en question le contrat informatif sur lequel reposait le débat politique à la TSR, accompagne les interrogations sur la démocratie de consensus dans un climat national de tension politique.

En France, Jean Mouchon confronte l'essoufflement de certaines formes traditionnelles de la représentation politique – acteurs politiques, partis, syndicats – avec la recomposition des modes d'échange dans plusieurs instances de discussion collective. À la télévision, l'auteur constate le déclin des

débats politiques mais aussi l'essor des *talk shows* et de la « télévision de l'intimité », pour souligner la dimension socio-politique du phénomène : la montée en puissance de la « parole ordinaire » (versus la parole experte) traduit une redéfinition à grande échelle des acteurs et des thèmes légitimes. Dans les arènes politiques et scientifiques, il relève la mise en place de dispositifs de délibération privilégiant la pluralité des acteurs – et notamment des citoyens ordinaires. Le repérage des tensions entre la représentation classique d'une part, une aspiration sensible à la participation et de nouvelles formes de transaction politique d'autre part, permet d'esquisser une recomposition de l'engagement collectif : « La mise en cause du mode de décision réduit à la communauté des experts traduit le refus plus général du système de la délégation, fondement jusqu'ici de la démocratie représentative » (p. 31).

Le second ensemble rassemble des recherches sur l'insertion des TIC dans les structures traditionnelles de la société. Anne-Marie Gingras étudie la mise en place du gouvernement électronique aux États-Unis, en articulant le concept d'espace public et les théories de la délibération. L'e-gouvernement vise avant tout à réformer l'administration publique, laissant en marge les questions de son usage proprement politique. Ses carences, en termes d'accès à l'information et de dialogue public pour les citoyens, révèlent un dispositif tourné vers une vision « commerciale » des rapports entre État et individus (le service à la clientèle), suivant une acception davantage individuelle que collective de la contribution politique des citoyens. Dans un contexte de crise profonde du syndicalisme, notamment en France, Laurence Favier et Joël Mekhantar montrent les perspectives et les enjeux de l'insertion des TIC dans les organisations syndicales. Les fonctionnalités d'internet permettent aux syndicats de s'adapter aux mutations de l'économie et du monde du travail, notamment d'atteindre les travailleurs isolés de la nouvelle économie. Cependant, le secteur des TIC voit apparaître, dans les pays anglo-saxons, des syndicats en ligne (*e-unions*) qui favorisent l'autonomie et la participation directe des adhérents,

bousculant le rôle classique de représentation et d'intermédiation des délégués et des représentants syndicaux.

Face aux enjeux soulevés par la généralisation des TIC, la contribution d'Amar Lakel apporte un éclairage précieux sur la question de la gouvernance de l'internet, illustrant la fécondité des Sciences de l'information et de la communication (SIC) aux côtés des sciences sociales traditionnelles. L'auteur étudie l'organisation du Forum des droits sur l'internet (FDI), dispositif institutionnel censé favoriser la décision publique, devant l'impuissance de l'État à réguler la société de l'information. Il met en évidence la dimension pragmatique des relations de pouvoir au sein du FDI, qui institue un espace de co-régulation, où les acteurs concernés (État, opérateurs, usagers) sont associés à la production de lois tenant compte des positions de chacun. Fondé sur la théorie habermassienne de la communication intersubjective, le FDI forme un espace de médiation entre des intérêts particuliers pour permettre une construction commune du sens comme forme de régulation. Partant, la gouvernance de la communication électronique – avec le principe de co-régulation du FDI – est le lieu d'une remise en question non seulement des modalités d'intervention du pouvoir étatique, mais aussi des modalités de production de la norme.

Par ailleurs, deux textes proposent une réflexion épistémologique et programmatique sur les SIC. Suggérant quelques domaines d'investigation pour orienter la réflexion des sciences de la communication politique, Arnaud Mercier identifie au préalable plusieurs postulats pour l'étude des processus communicationnels : la complexité, qui recommande de rompre avec le paradigme de la domination univoque au profit d'une approche interactionniste ; la relativité, mise en évidence par les études de réception et plus récemment par les sciences cognitives ; « l'incommunication », considérée comme un phénomène à part entière et non plus comme un élément résiduel. Brigitte Juanals retrace quant à elle la constitution et l'organisation des SIC en France. Discipline « carrefour », les SIC doivent encore affirmer l'originalité de leurs paradigmes au sein des

sciences sociales, ce qui passe notamment par le développement des recherches dans les domaines de l'épistémologie, de l'histoire et de l'anthropologie de la communication.

Prenant le parti de rompre avec l'ethnocentrisme pour diversifier les points de vue, l'ouvrage collectif offre la possibilité de cerner le travail spécifique d'expression et de traduction des mutations politiques au sein de l'espace public. Il présente ainsi l'intérêt majeur de constituer un repérage empirique « de première main », pour observer les déplacements des frontières de la politique. Il met aussi en lumière, avec la généralisation des TIC, le jeu complexe entre configurations socio-techniques et régulation politique. On regrettera l'absence de point de vue sur la dynamique des publics, dans un ensemble de recherches centré sur les « publics forts » (système politique, syndicats), qui laisse de côté le rôle des « publics faibles » ou subalternes, dont les actions collectives peuvent aboutir à politiser certaines questions et contribuer ainsi à redéfinir les frontières de l'espace public.

**Guillaume Le Saulnier**  
*CARISM, université Paris 2*  
lesaulnier\_g@hotmail.com